



Independent observer
of the Global Fund

De nouvelles réactions sur le partenariat du Fonds mondial avec Heineken

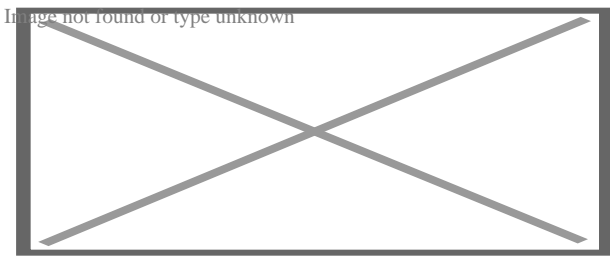
Tandis que les réactions sur le partenariat du Fonds mondial avec Heineken abondent, un membre du Conseil d'administration du Fonds mondial a déclaré publiquement être opposé au partenariat.

Selon un article publié le 6 février 2018 sur le site Web de [ADD Alcohol, Drugs and Development](#), géré par l'organisation norvégienne d'aide FORUT, Jon Lomøy, directeur général de l'Agence norvégienne de coopération au développement et membre du Conseil d'administration du Fonds mondial représentant la délégation Point Sept, a affirmé dans une déclaration aux médias que « les autorités norvégiennes ne peuvent appuyer ce type de partenariat avec une société de boissons alcoolisées. Ce n'est pas compatible avec notre politique de développement ».

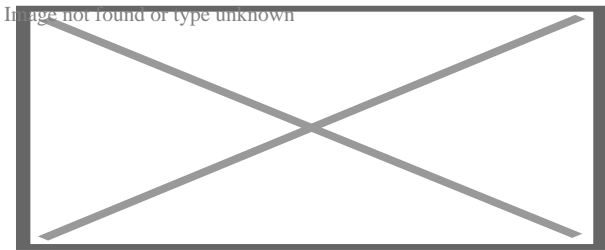
M. Lomøy a ajouté qu'il est trop tôt pour savoir ce qu'il adviendra de la contribution de la Norvège [au Fonds mondial] si le Fonds mondial maintient sa coopération, précisant que la Norvège soulèvera la question auprès du Fonds mondial soit de manière bilatérale, soit au travers du Conseil d'administration.

La délégation Point Sept représente des donateurs du Danemark, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède, de l'Irlande et du Luxembourg.

Deux personnalités suédoises ont également donné leur opinion sur Twitter :



La Suède joint sa voix à celle de la Norvège pour condamner l'accord entre @GlobalFund et @Heineken. À elles deux, elles apportent chaque année 200 millions de dollars au Fonds mondial.
twitter.com/ulrikamodeer/s...



Oui, la consommation nocive d'alcool est un facteur de risque pour la santé publique. Nous demanderons une discussion sur la politique actuelle de partenariat du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
twitter.com/martenrobert/s...

Pierre Andersson est journaliste et conseiller politique pour IOGT-NTO, la filiale suédoise d'IOGT-International, le mouvement de promotion de la sobriété. Quant à Anders Nordström, il est ambassadeur en charge de la santé mondiale au ministère suédois des Affaires étrangères, et membre suppléant du Conseil d'administration du Fonds mondial.

Comme nous le [signalions](#) dans le numéro 61 de l'OFM, IOGT-International est l'une des trois organisations qui ont adressé une lettre ouverte au Fonds mondial exprimant leur « profonde inquiétude » concernant le partenariat du Fonds mondial avec Heineken et ses implications pour la santé mondiale. Les deux autres organisations étaient la Global Policy Alliance et la NCD Alliance.

Le partenariat a été annoncé en janvier à la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos (Suisse), en même temps que des partenariats avec Unilever, une multinationale fabriquant des produits alimentaires et d'autres biens de consommation, et avec Lombard Odier, une société de gestion d'actifs et de banque privée.

Lettre à The Lancet

Dans une [lettre](#) adressée à The Lancet publiée le 9 février, deux chercheurs qualifient la décision du Fonds mondial de conclure un partenariat avec Heineken en Afrique « déroutante et troublante ».

Robert Marten et Ben Hawkins, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine et de l'Université de York, y affirment que le partenariat « fournit à Heineken une légitimité et crédibilité lui permettant de poursuivre le marketing agressif de ses produits potentiellement nuisibles aux consommateurs, tout en établissant la société comme un partenaire responsable des gouvernements ». Selon eux, s'associer à l'industrie de l'alcool « présente un conflit d'intérêts clair avec l'objectif du Fonds mondial d'élimination du fardeau du VIH et du sida ».


MM. Marten et Hawkins affirment que les preuves du rôle de l'alcool en tant que vecteur structurel des cas de VIH s'accumulent. Ils citent le [Rapport de situation mondial sur l'alcool et la santé 2014](#) (publié en anglais) de l'Organisation mondiale de la Santé, dans lequel on peut lire qu'un « lien étroit existe entre la consommation d'alcool et l'infection par le VIH et les maladies sexuellement transmissibles » et qu'« il y a un effet de causalité clair de la consommation d'alcool sur l'observance de leur traitement antirétroviral par les patients infectés par le VIH/atteints de sida ».

« Le partenariat avec Heineken est contraire aux intérêts fondamentaux du Fonds mondial », affirment les auteurs de la lettre. « En coopérant avec l'industrie des boissons alcoolisées, en l'appuyant et en la légitimant, le Fonds mondial met en danger sa propre crédibilité et risque de perdre la confiance du public ».

MM. Marten et Hawkins disent respecter et admirer le travail du Fonds mondial, notamment sa politique de tolérance zéro en matière de corruption et de détournement de fonds, mais recommandent qu'il envisage des politiques similaires concernant la conclusion de partenariats avec l'industrie des boissons alcoolisées. « Au vu du conflit d'intérêts évident entre la commercialisation de boissons alcoolisées et la prévention du VIH, et des effets négatifs plus vastes de ce conflit d'intérêts sur l'efficacité des politiques en matière de consommation d'alcool, nous demandons respectueusement au Fonds mondial de repenser son partenariat avec Heineken ».

Blog dans le British Medical Journal

Dans un [blog](#) paru le 8 février sur le site Web du British Medical Journal, trois chercheurs associés au Mouvement populaire pour la santé affirment que « l'alliance avec l'industrie des boissons alcoolisées pourrait nuire à la mise en œuvre des politiques en matière d'alcool en Afrique et aux interventions visant à réduire les comportements à risque liés à la consommation d'alcool », et affaiblit le message selon lequel une consommation nocive d'alcool augmente les facteurs de risque à la fois face au VIH et à la tuberculose.

 Les chercheurs auteurs de ce blog sont David G. Legge, de l'Université La Trobe de Melbourne, Ronald Labonte, de l'Université d'Ottawa et David Sanders, de l'École de santé publique de l'Université du Cap-Occidental (Afrique du Sud).

Les chercheurs ont également commenté les deux autres partenariats, estimant que l'alliance avec Lombard Odier développera de nouveaux produits financiers qui permettront aux investisseurs d'optimiser les bénéfices fiscaux associés à la philanthropie d'entreprise. « L'évasion fiscale et la concurrence fiscale ont déjà un effet négatif sur la capacité budgétaire des pays confrontés au sida, à la tuberculose et au paludisme », affirment les auteurs. « La réduction de l'impôt sur les sociétés est une attaque de plus aux recettes publiques et au financement public pour une protection sanitaire publique efficace et une couverture sanitaire universelle ».

MM. Legge, Labonte et Sanders estiment par ailleurs que le nouveau partenariat avec Unilever aidera le Fonds mondial à financer la protection des jeunes femmes face au VIH, tout en faisant la publicité du savon d'Unilever. « Le rôle du lavage des mains dans la prévention du sida, de la tuberculose et du paludisme est mineur en comparaison avec l'exploitation sexuelle et la violence basée sur le genre (qui illustrent l'inégalité entre les femmes et les hommes), les conditions de logement médiocres, le manque d'infrastructure urbaine et les faibles systèmes de santé », assurent-ils.

En conclusion, les chercheurs avancent que le Fonds mondial semble croire qu'il peut relever les défis du VIH, de la tuberculose et du paludisme tout en acceptant des fonds d'investisseurs du monde de l'entreprise et des industries alimentaire et des boissons alcoolisées. « Mais les importants efforts du Fonds mondial dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme justifient-ils les risques que les partenariats privés pourraient introduire pour les systèmes de santé, la mise en œuvre des politiques en matière de consommation d'alcool et les maladies non transmissibles ? », demandent-ils.

Wemos Health Unlimited

Comme nous l'indiquions dans notre [article](#), Seth Faison, directeur de la communication au Fonds mondial, a réagi en ces termes aux critiques sur le partenariat avec Heineken :

« Pour mettre un terme aux épidémies, nous devons surmonter les difficultés du « dernier kilomètre », qui peuvent empêcher des produits sanitaires vitaux de parvenir dans les cliniques reculées. Un nouveau partenariat entre Heineken et le Fonds mondial permet aux spécialistes en chaîne d'approvisionnement de Heineken de transmettre leurs connaissances aux logisticiens du Fonds mondial en vue d'améliorer la chaîne d'approvisionnement. »

Wemos Health Unlimited, une organisation de la société civile qui vise à améliorer la santé publique dans le monde entier, indiquait le 12 février sur son [site Web](#) que bien qu'elle soit consciente de la valeur ajoutée de filières logistiques existantes et bien huilées, les partenariats avec des acteurs du secteur privé présentent de sérieux pièges.

« De tels partenariats fonctionnent dans des systèmes parallèles, qui affaiblissent le rôle et les responsabilités des gouvernements locaux », estime WEMOS. « Ils s'accompagnent généralement de transferts de budget et de personnel des institutions locales vers le nouveau système parallèle. Cela compromet l'efficacité du gouvernement local et affaiblit la confiance du public dans son gouvernement. »

Selon Wemos, le Fonds mondial devrait investir dans le développement de chaînes logistiques au sein du système de santé des pays bénéficiaires plutôt qu'en parallèle à celui-ci, et pas avec un partenaire qui livre également de la bière.

Autres réactions

Le [site Web](#) d'IOGT-International cite un porte-parole de trois alliances pour la politique en matière d'alcool couvrant l'Afrique occidentale, orientale et australe :

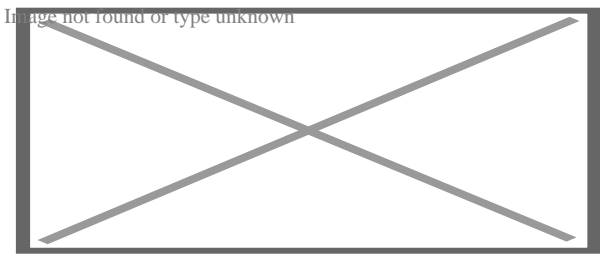
« Nous nous inquiétons de la conduite de l'industrie des boissons alcoolisées dans nos pays et nos régions : en même temps qu'elles cherchent à ce que nos populations deviennent accros à leurs produits, les entreprises de ce secteur essaient également d'anticiper ou saper la réglementation efficace de santé publique en matière d'alcool. Ce partenariat est un exemple de plus de fausse philanthropie qui ne bénéficie pas aux Africains. »

Le 9 février, Andrew Harmer écrivait dans un [blog](#) que « le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a conclu un partenariat avec une société dont l'unique produit — l'alcool — est un facteur de risque face à chacune des trois maladies qu'il vise à éradiquer. Peter Sands, QU'EST-CE QUI VOUS PREND ? »

« Sur le plan politique et économique, c'est une erreur de jugement spectaculaire », estime M. Harmer. « C'est le moment Mugabe du Fonds mondial... En octobre 2017, M. Tedros a eu la bonne idée de nommer Robert Mugabe ambassadeur de bonne volonté de l'OMS, désignation étonnamment malvenue. Les réactions indignées furent nombreuses, et M. Tedros a heureusement annulé la désignation de M. Mugabe, ce qui lui a valu le respect de la communauté de la santé internationale, qui s'est félicitée qu'il ait été à l'écoute et ait réagi de manière appropriée. Peter Sands ferait bien de suivre l'exemple de M. Tedros. »

Quelqu'un a commenté dans une [publication](#) sur LinkedIn que si le Fonds mondial avait un cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques similaire à celui de l'Organisation mondiale de la Santé, le partenariat avec Heineken aurait été classé « à haut risque ». Le cadre de l'OMS est disponible [ici](#) :

Pour sa part, Els Torreele, de Médecins Sans Frontières, a réagi ainsi sur Twitter :



Le résultat d'un secteur de la santé mondiale chroniquement sous-financé : des alliances douteuses avec des entreprises. Comment expliquer autrement un partenariat entre la société de boissons alcoolisées @Heineken et @GlobalFund ?
bit.ly/2s5coWG

Pas la première fois

Ce n'est pas la première fois que la question de partenariats entre le Fonds mondial et l'industrie des boissons alcoolisées se pose. Le Fonds mondial avait en effet inclus SABMiller, important fournisseur de bière en Afrique du Sud, en qualité de sous-réциpiendaire d'une subvention de la série 9.

Dans le cadre d'une [table ronde](#) parue dans le Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé le 1^{er} janvier 2012, Richard Matzopoulos et al. estimaient qu'il y avait motif à préoccupation car « cela reflète la tentative réussie d'une industrie hautement rentable de se présenter comme étant en faveur d'objectifs de santé publique. En réalité, le marketing agressif de l'industrie des boissons alcoolisées est irrémédiablement lié à des méfaits majeurs pour la santé dans le monde entier, et en particulier en Afrique du Sud ».

La table ronde reprenait la réponse suivante du Fonds mondial : « [Le Fonds mondial] n'a pas d'objection à la collaboration avec des entreprises (à l'exception de fabricants de produits du tabac, d'armes et d'entreprises actives dans le secteur de la pornographie) menant, finançant ou appuyant de toute autre manière des interventions efficaces, fondées sur des faits probants, visant à prévenir, traiter ou assurer la prise en charge d'une des trois maladies. »

Dans un troisième article de la même table ronde, deux auteurs du Département de la santé de l'Université de Bath s'exprimaient ainsi :

« Au cœur des problèmes décrits dans cette table ronde se trouve l'échec apparent à la fois du Fonds mondial et du gouvernement sud-africain à reconnaître le conflit potentiel entre les intérêts commerciaux et les objectifs de santé publique et à y faire face de manière adéquate... Le Fonds mondial fait preuve de naïveté en se contentant d'exclure les fabricants de produits du tabac et d'armes. Les produits vendus par ces entreprises sont peut-être uniques, mais leur conduite ne l'est probablement pas, et il ne faut pas confondre les deux. »

[Read More](#)
